

Annie Crépin

Philippe DARRIULAT, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870*

L'Univers historique, Paris, Éditions du Seuil, 2001,
336 p., 23 #.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Annie Crépin, « Philippe DARRIULAT, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 24 | 2002, mis en ligne le 04 juin 2003, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index377.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://rh19.revues.org/index377.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Annie Crépin

Philippe DARRIULAT, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870*

L'Univers historique, Paris, Éditions du Seuil, 2001, 336 p., 23 #.

Pagination de l'édition papier : p. 162-165

Le républicanisme en France fut --et demeure-- beaucoup plus que l'attachement à une forme institutionnelle. Sa singularité repose sur le lien, qui n'allait pas de soi et ne se retrouve pas ailleurs à un tel degré, entre des valeurs issues des Lumières, l'importance accordée à la laïcité, au suffrage universel, à la question sociale et à la patrie.

C'est précisément ce patriotisme républicain dont Philippe Darriulat retrace la genèse au cours de la période qui s'étend de 1815 à 1870. Le grand mérite de cet ouvrage est de confirmer par l'analyse des écrits des républicains de cette "période intermédiaire" les intuitions des historiens qui s'intéressent à la formation de leur doctrine avant qu'ils n'accèdent au pouvoir. En cinq parties, l'auteur montre que c'est à partir d'une évolution historique contingente, à l'épreuve du feu des événements, qu'ils élaborèrent une pensée qui liait patrie, nation et république, non sans paradoxes ni contradictions ; ils ne les surmontèrent jamais tout à fait tant ces notions furent longtemps l'expression de sensibilités plus que des théories et des représentations idéologiques.

C'est ce qu'analyse l'historien dans la première partie intitulée "La propagande révolutionnaire" qui a pour toile de fond les Trois Glorieuses et le surgissement des mouvements nationaux et libéraux du début des années trente. Dans la France de juillet 1830, être patriote c'est être de gauche et même républicain. C'est aussi être belliciste, du moins juger la guerre inéluctable si elle n'est pas souhaitable en elle-même. Les trois Glorieuses ne seraient alors que le prélude à un affrontement entre l'Ancien Régime et la Révolution qui continuerait celui de 1792. Le succès d'une lutte commencée à Paris ne pourrait advenir que par son extension à l'échelle européenne. Guerre et propagande révolutionnaire sont associées, la guerre est la Révolution.

S'il n'y a point initialement de xénophobie, une ambiguïté est déjà décelable dans ce patriotisme. La France est érigée en nation-guide puisque la Révolution y est née. Toutefois, cet alliage de patriotisme et d'universalisme aboutit à un nationalisme ouvert, l'exemplarité de la France ne devant pas conduire à sa suprématie mais rendre possible l'émancipation de tous les peuples. Or, les déceptions éprouvées par les républicains français devant la tournure prise par l'indépendance de la Belgique amènent un infléchissement et révèlent les virtualités impérialistes, à tout le moins un complexe de supériorité nationale en germe dans ce patriotisme plus instinctif et romantique qu'idéologique. Dans cette perspective, envisager l'annexion de la Belgique pour renforcer la France patrie de la Révolution conduit à substituer la propagande nationale à la propagande révolutionnaire, le droit de conquête au devoir de solidarité.

Certes, celui-ci est encore vivement souhaité dans le cas de la Pologne mais, dans sa haine "du cosaque" incarnation de la barbarie face à la "civilisation" française, la gauche républicaine est aussi fortement xénophobe. Encore s'agit-il il d'une nation absolutiste mais, dans beaucoup de cas, la rivalité est plus forte que la fraternité : l'étroitesse et l'égoïsme dans lesquels peut tomber le patriotisme sont stigmatisés chez... les autres par des républicains français qui ne voient pas ces mêmes défauts dans leur sentiment national.

Dans la seconde partie qui ouvre des perspectives plus larges que ne le laisse supposer son titre "L'anglophobie républicaine", l'auteur poursuit, de 1833-1835 à 1848, l'étude de "ce processus ambigu" qui mêle l'universalisme le plus généreux au plus étroit chauvinisme. Ce processus relativement ignoré de l'historiographie, selon Ph. Darriulat, aboutit à une doctrine qui est au cœur de de la propagande républicaine en ce premier XIX^e siècle. Devant le coup d'arrêt

intérieur et extérieur donné à la Révolution, la place de la France, indépendamment du régime qui la gouverne, est au centre des préoccupations des républicains. Un glissement s'opère ; de même que l'adversaire principal n'est plus la vieille noblesse mais la nouvelle aristocratie, c'est à dire la bourgeoisie, de même l'Angleterre libérale remplace la Russie absolutiste dans les détestations des républicains. La nation est le reflet d'une idée. Vouloir la France forte --et l'Angleterre faible-- c'est travailler pour la Révolution à venir. Travailler politiquement, certes, au triomphe des courants démocratiques et nationaux en Europe afin d'éviter l'établissement de nouveaux régimes censitaires de style anglais, mais ne pas reculer devant la guerre comme le prouve l'attitude des républicains lors de la crise de 1840 et pendant l'année 1844 qu'il aurait été souhaitable de traiter dans cet ordre et non dans celui inverse. Car c'est dès 1840 que se confirment les ambiguïtés de l'époque précédente : xénophobie et bellicisme puisque le suffrage --censitaire-- est aristocratique, la guerre démocratique.

On regrette cependant que l'auteur n'ait pas mis en parallèle le débat de 1841-1844 sur la réforme de la loi Soult. Reprenant leurs positions de 1831-1832 et appuyés par la gauche dynastique, les républicains prônent en effet une large extension de la conscription sinon le service personnel obligatoire. Accusés par les libéraux conservateurs, tels Guizot, de vouloir militariser la nation, ils répliquent alors que c'est la conscription inégalitaire qui est porteuse d'un militarisme propice à la guerre permanente. Mais certains républicains vont jusqu'à mettre en exergue un modèle prussien, censé être plus proche des origines révolutionnaires de l'institution que le modèle français qui les aurait dénaturées.

Cette ambiguïté éclate dans leurs positions sur la colonisation auxquelles l'historien consacre des pages qui sont parmi les plus fortes de son ouvrage car, dit-il, les républicains ne sont pas devenus colonialistes sous la Troisième République : dès la monarchie de Juillet, ils font preuve, plus que tout autre courant politique, d'un ardent militantisme colonial dont les thèmes sont appelés à faire fortune. La conquête de l'Algérie est en outre un nouvel aspect de la lutte contre l'Angleterre. Celle-ci peut bien coloniser, seule la France civilise même si les exactions qui accompagnent la conquête sont dénoncées et si, dans cette condamnation, les républicains sont les plus fermes et parfois les seuls.

La troisième partie, "Identités", éclaire les formulations élaborées par les républicains au cours de leurs luttes. Il aurait été peut-être judicieux d'y inclure le chapitre fort pertinent de la seconde partie sur "Le prince, le marché, le peuple et la nation". Formulations plus que concepts puisque les républicains ont du mal à se départir d'une attitude romantique quand ils tentent de théoriser la patrie et la nation. D'où l'indifférenciation des notions, la persistance de contradictions, qu'ils ne perçoivent pas comme telles, entre un universalisme qu'il serait anachronique de dénommer internationalisme et un ethnocentrisme où ne manquent pas les notations xénophobes et antisémites. Simultanément, ils rêvent d'une République universelle, nation unique dépassant les nations particulières, étapes provisoires dans la voie de l'émancipation humaine, et ne renoncent pas au rôle messianique assigné au peuple français dont ils écrivent une histoire revue à travers le prisme de leurs combats présents. On conçoit que la prétention des patriotes français à incarner seuls les aspirations de l'ensemble des démocrates européens ait irrité ceux-ci.

Ce romantisme instinctif va être mis à l'épreuve des faits et d'abord lors de la Révolution de 1848 --objet de la quatrième partie "Le réveil du Messie"-- puis soumis à des révisions déchirantes quand vient le temps du coup d'État et celui de l'exil. C'est ce que Ph. Darriulat examine, en se livrant aussi à une étude iconographique, dans l'ultime partie de l'ouvrage "Mutations". Le manifeste de Lamartine sonne le glas de la propagande révolutionnaire mais en même temps fixe les principes d'un patriotisme défensif qui contredit la fraternité européenne. Non seulement les souverains étrangers mais aussi les peuples sont conviés à laisser la France décider seule des orientations de sa diplomatie. Une partie des républicains va durablement s'approprier ces principes. Si la France reste le messie, c'est plutôt par son exemple, non par les armes. Pourtant, tout sentiment de supériorité ne disparaît pas, le Printemps des peuples est bien le printemps de l'idée française, la République universelle, devenue une perspective proche, n'est autre que la république française généralisée à l'ensemble de la planète. L'universalisme quarante-huitard est encore loin d'être un internationalisme.

Il n'empêche, l'identification peuple-nation est mise à mal, la nation utopique où la majorité est unanimité cède la place à une nation traversée de conflits, politiques, sociaux ou même nationaux comme l'attestent les manifestations d'ouvriers français contre les ouvriers étrangers. Après le coup d'État, lorsque la démocratie politique aboutit à la tyrannie, une réflexion plus rationnelle s'engage qui aboutit à des idéologies divergentes voire contradictoires : humanitarisme qui tend à la création de la République universelle dont les républiques nationales seraient les étapes provisoires, pacifisme voire antimilitarisme (dont il aurait fallu préciser cependant qu'il s'opposait à l'armée permanente mais rêvait toujours de l'armée citoyenne de la Révolution en la mythifiant quelque peu, d'où les surenchères au moment de la loi Niel) et, chez les leaders socialistes en rupture avec la culture politique de la gauche républicaine, dépassement et même disparition de la nation. La jeune génération républicaine et positiviste conteste les mythes romantiques et, voulant placer le patriotisme sous l'égide de la Raison, retrouve la thèse de Lamartine. La France ne personnifie plus la Révolution européenne, elle doit être libre avant tout, le message qu'elle délivre aux peuples n'est plus un message de fraternité inconditionnelle mais de coexistence et de paix. Conception plus étroite et donc déphasée avec la Nation des Communards à laquelle est consacrée la conclusion de ce très solide ouvrage d'histoire des idées et des mentalités qui s'appuie sur une bibliographie étendue, où l'on regrette cependant que ne soient pas mentionnés les livres de M. Bélissa et S. Wahnich, pour la formation d'un héritage complexe et déjà contradictoire, et de G. Noiriel pour les conflits entre nationalité et citoyenneté au XIX^e siècle.

Pour citer cet article

Référence électronique

Annie Crépin, « Philippe DARRIULAT, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 24 | 2002, mis en ligne le 04 juin 2003, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index377.html>

Référence papier

Annie Crépin, « Philippe DARRIULAT, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870* », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 24 | 2002, 162-165.

Droits d'auteur

Tous droits réservés
